

Baba Traoré : « Tout est prioritaire ! »

Président du conseil régional des Hauts-Bassins depuis 2006, Baba Traoré estime cependant que le développement passe d'abord par l'économie



Le futur siège du Conseil régional coûte 400 millions de FCFA. Il est financé par l'Etat, la Région des Hauts-Bassins et la Région Rhône-Alpes

La régionalisation est-elle aujourd'hui une réalité ?

Les régions ont pour compétences l'économie parce que la région est un espace de planification, les universités, les pistes rurales, les lycées et collèges. Des lycées sont en construction à Orodora, Houndé, Dandé, Karangasso-Vigué. Nous partageons également avec les communes la compétence des écoles primaires, des dispensaires, mais aussi avec l'Etat celles des bois et forêts. Le conseil régional appuie des centres de santé et

nous allons offrir un colposcope de 10 millions de F CFA à la maternité du CHUSS.

Quelles sont les priorités pour les Hauts-Bassins ?

Tout est prioritaire ! Nous avons élaboré un Plan régional de développement dont le premier axe est l'économie. Pourquoi ? Dans un village, nous avons proposé 10 millions de F CFA. Les uns ont demandé une école, les autres, un centre de santé, un autre encore des fonds pour faire du commerce. Car à 300

m de là, le dispensaire est envahi par les herbes. Les gens n'ont pas d'argent pour payer les médicaments. Pareil pour l'école. Alors que le commerce peut leur permettre de se développer. Notre priorité c'est donc l'économie.

Pouvez-vous nous donner un exemple concret ?

Nous sommes en train de réaliser un vaste programme de valorisation des ressources animales pour permettre à chaque village d'élever 100 000 à 200 000 poulets par an.

Nous mettrons en place une industrie de la volaille avec des abattoirs et une usine de conservation à Bobo-Dioulasso. Nous construirons à cet effet des centres d'apprentissage à Dafra, Kotédougou, Darsalami, Dieri, N'Dorola. Nous allons également construire plusieurs centres spécialisés pour les activités génératrices de revenus pour les femmes.

**Seydou Diabo (Le Messager)
Jean-Marie Toé (Sidwaya)**

Pour ou contre les réformes

Le projet de réformes politiques et institutionnelles du parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) suscite des débats dans le milieu politique depuis 2009. Un ministère a été créé pour étudier la faisabilité de ce projet.

Le sujet ne fait pas l'unanimité au sein de la classe politique burkinabè. Selon le CDP, les réformes politiques et institutionnelles visent à enraceriner la démocratie. De l'avis de Honoré Sanou, militant de ce parti, « la constitution n'est pas un document figé. Elle est amenée à connaître des mutations en fonction de l'évolution de la société ». Il soutient que « ce n'est pas une question de parti politique mais un débat consensuel auquel tous les acteurs de la politique et de la société civile prendront part ».

Mais au sein de l'opposition, on entend un autre son de cloche. Selon Alphonse Tougouma, 2^e vice-président du Front des Forces Sociales (FFS), « des réformes

sincères sont nécessaires mais il y a beaucoup de choses à revoir, en commençant par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui ne fait que nous tirer

vers le bas ». Il ajoute : « il faut civiliser la vie politique en la débarrassant des pratiques peu orthodoxes dont la finalité n'est autre que la volonté manifeste du parti au pouvoir de s'accaparer l'appareil étatique pour assouvir ses ambitions égoïstes ». Pour ce dernier, « il faut une personnalité neutre pour mener les réformes » alors que le ministère créé à cet effet a été confié à un militant du CDP.

**Moumouni Barro (RTB 2)
Hamed Zerbo (Libération)**

LES RÉFORMES

- Rééquilibrer le pouvoir législatif et exécutif
- Créer un Sénat
- Réviser l'article 37 de la constitution limitant le mandat présidentiel à deux fois cinq ans
- Joindre les élections municipales et législatives
- Renforcer le pouvoir judiciaire